



DE LA PAROLE AUX ACTES !

MANIFESTONS LE JEUDI 04 FEVRIER 2021,

AGISSONS POUR NE PAS SUBIR !

POUR L'EMPLOI, POUR NOS SALAIRES, POUR NOS SERVICES PUBLICS...

Face à la violence sociale que nous vivons, ce sont les salariés une nouvelle fois les grands sacrifiés ! Ce n'est plus possible !

Dans un contexte où les attaques liberticides du gouvernement se multiplient, la CGT a décidé d'un processus de mobilisations professionnelles et d'initiatives tout au long du mois de janvier dans les secteurs de la santé le 21 janvier, de l'éducation nationale le 26 janvier, de l'énergie le 28 janvier. Des luttes comme chez Schneider, Haribo, Perrier, Solvay... ont été engagées pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics et contre la précarité.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

De nouveau les gagnants sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt, et qui licencient sous prétexte de crise sanitaire !

Pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021.

Et pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés, rien n'est fait pour améliorer leur situation !

Depuis des années, les gouvernements nous disent qu'il n'y a pas « d'argent magique », mais à ce jour plus de 100 milliards d'euros sont dégagés en quelques semaines. Mais à quoi va servir cet argent public !

A travers cette crise, nous avons pu constater que les services publics ont été utiles pour la population et notamment pour les plus fragiles. Mais le gouvernement poursuit sa logique de casse de nos services publics ce qui va encore plus fragiliser la cohésion sociale.

Mais il n'y a pas de fatalité. Il y a urgence à obtenir satisfaction à nos légitimes combats, pour mettre fin aux politiques de casse. Semaine à 32h, Smic à 1800 euros, renforcement de notre sécurité sociale avec notre système de retraite solidaire, développement des services publics, amélioration des conditions pour la santé, sont indispensables et urgents.

L'Assurance chômage doit jouer pleinement son rôle en assurant un revenu de remplacement pour tous, y compris les jeunes, sans condition d'accès. Mais aussi exigeons l'augmentation des pensions de retraite.

Les mobilisations et la construction des luttes s'intensifient. Partout, dans les entreprises et les services, les cahiers revendicatifs doivent se construire. Organisons des assemblées générales de salariés pour décider des modalités d'actions.

Allons au débat sur nos propositions, nos valeurs, investissons nos chantiers, nos services... le terrain.

MANIFESTATION LE JEUDI 4 FÉVRIER 2021

- **NÎMES : 14 HEURES, DÉPART MAISON CARRÉE**
- **ALÈS : 10 HEURES DEVANT L'ENTREPRISE MERLIN GERIN**
- **BAGNOLS/CÈZE : 11 HEURES DEVANT LE MONUMENT AUX MORTS**

- ↳ Pour le droit au travail, un droit universel pour toutes et tous,
- ↳ Pour créer des emplois avec les milliards d'euros d'argent public,
- ↳ Pour une politique de l'emploi conjuguée à une autre politique salariale,
- ↳ Pour des services publics de qualité pour toutes et tous,
- ↳ Pour stopper la précarité des jeunes comme des moins jeunes.